Trimestriel n°149 2ème trimestre - juin 2026

LVO CSC Seniors

Réflexion & Action

bpost
PB-PP | B-9/325
BELGIE(N) - BELGIQUE

AGRÉATION :
BUREAU DE DEPOT
LIEGE X
N°P.301.092

Sommaire :

Le mot du Président....3
Actualités : réforme des pensions....4
Billet d'humeur sur la situation dans le monde....5-6
Savez-vous que ? 6-7
Les Seniors toujours en action....8-9
Echos de Verviers....10
Réponses aux mots croisés....10
L'intelligence artificielle....11-12
la justice sociale pas la guerre....13
Mots croisés....14
Le mot de l'Aumônier....15
Le film du mois....16

Editeur responsable: Isabelle Debroux - CSC LVO - BD Saucy, 10 - 4020 LIEGE - 04/340 70 00

NOS PERMANENCES À LA CSC

Calendrier des permanences pension de avril à juin 2026

A Liège :
en principe, les 2° et 4° vendredis du mois, de 9h30 à 12h à la CSC à Liège.

Pas de rendez-vous. Se munir de la carte d'identité et du code pin de cette carte.
Contact : pensions.csc@gmail.com

Juillet: 10 - août: 21- septembre: 4 et 25 (1° et 4° ve) - octobre: 9 et 23 - novembre: 13 et 27 - décembre: 11.

A Verviers :
En principe, les 2° et 4° jeudis du mois, de 9h à 12h à la CSC de Verviers
Où ? Pont Léopold, 4 à 4800 Verviers

Contact par mail : **pensions.csc.verviers@gmail.com**

Juillet: 09, août: 27,septembre 10 et 24, octobre 8 et 22, novembre 12 et 26, décembre 10.

Rappel : permanence pour les problèmes de pension du secteur privé uniquement (pas le secteur public, pas les enseignants, pas les «prépensions», pas les fins de contrat à l'occasion d'une arrivée à la pension).

Ont collaboré :
Francisco Alvarez, Michèle Baiwir, Philippe Deceukelier,
Yveline Depluvrez, Jean-Pierre Grétry, Emmanuelle Michel,
Eric Quoibion, Vincent Schwaiger,
Françoise Wibrin

LE MOT DU PRÉSIDENT

Par Vincent Schwaiger

Les actualités de ces derniers jours nous interpellent de plus en plus sur les tristes politiques que doit subir une grande partie de la population en Wallonie, à Bruxelles et ailleurs en Belgique.
Les Seniors de la CSC sont révoltés de voir la manière dont les Ministres du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles traitent toute la population et particulièrement l'enseignement pour l'instant. L'écoute et la concertation qui étaient pourtant un des piliers de notre démocratie sont complètement bafouées… Inexistantes ! Le passage en force du décret-programme concernant l'enseignement est maintenant une réalité, il a été voté très tôt le matin entre majorité et opposition ce 05 juin 2026… Date malheureusement à retenir !

Les élèves, les étudiants et leurs professeurs sont dépités et dégoûtés. Mais, malgré cette année scolaire qui se termine, ils ne lâcheront pas face à cette nouvelle façon de faire dictatoriale des Ministres Glatigny et Degryse. Ils promettent de continuer avec détermination leur combat dès la rentrée de septembre. Nous, les Seniors, nous serons bien sûr encore et toujours là pour les soutenir dès le début de la nouvelle année scolaire.

Les Seniors de la CSC savent bien qu'il y a un grand nombre d'alternatives à cette grave austérité voulue par nos différents gouvernements. Une grande partie des experts financiers et la plupart des économistes indiquent bien dans leurs rapports qu'il y a de l'argent à aller chercher plutôt que d'imposer des coupes budgétaires dans tous les domaines… Tout ceci est très bien chiffré et démontré par le Bureau du Plan qui est un organe indépendant de toute politique, quelle qu'elle soit.

Tout ceci ne doit pas nous faire oublier toutes les réformes de la loi-programme qui touche aussi une grande partie des Wallons et Bruxellois. Là aussi, on sent naître un vent de révolte qui à mon avis, donnera lieu à des actions ciblées contre toutes ces réformes antisociales. Les Seniors seront également là pour soutenir tous les citoyens et dénoncer toutes ces mesures.

ACTUALITÉS : RÉFORME DES PENSIONS

Par Michèle Baiwir

Le gouvernement poursuit ses attaques contre les pensions actuelles et futures.

- La loi sur la réforme des pensions a été votée fin mai et implique qu'à partir de 2027, diverses mesures et sanctions vont restreindre l'accès à la pension anticipée et son montant, en exigeant du travail effectif et en limitant les assimilations. Ce sont des mesures très défavorables, spécialement pour les femmes et les travailleurs dans les métiers lourds. Cette loi attaque aussi les pensions du secteur public.
- Le gouvernement avait déjà supprimé l'enveloppe « Bien-être », qui sert à améliorer les pensions et allocations sociales les plus basses.
- Il avait aussi décidé de retarder l'indexation de 2 mois à chaque saut d'index.
- La loi-programme vise l'indexation, ce qui implique pour les pensions, deux limitations de l'index (en 2026-2027 et après 2027) à 40 € maximum pour les pensions brutes de 2000 € et plus. Cela devrait se faire pour la première fois en septembre car l'index-pivot devrait être dépassé en juin.
- Par ailleurs, les pensions brutes ne seront plus temporairement indexées au-delà de 5286,17 € et seront limitées à 5182,64 €.
- Enfin, un projet de loi est aussi en cours pour limiter les assimilations dans le calcul de la pension.

Il faut continuer à résister à ces attaques contre la solidarité de la sécurité sociale. Ces attaques ne sont pas « nécessaires et indispensables ». Des alternatives budgétaires sont possibles (cf. page 6).

BILLET D'HUMEUR SUR LA SITUATION DANS LE MONDE

par Philippe Deceukelier

Inquiétude. Impuissance.
« Il faut bien faire des économies… ».

On nous dit : « Le budget de l'État, c'est comme le budget d'une famille : quand les dépenses sont plus grandes que les rentrées, il faut faire des économies ».

Admettons un moment la comparaison. Et regardons trois chiffres, qui éclairent le problème.

5 à 7 milliards

Ce sera l'effort demandé par le gouvernement De Wever pour le budget 2027 et la trajectoire pluriannuelle d'ici 2029. Bart De Wever avertit que certaines mesures budgétaires seront « impopulaires ».

3,8 + 1,5 = 5,3 milliards

La Belgique a décidé d'acquérir 34 chasseurs-bombardiers F-35 américains pour 3,8 milliards d'euros (prix 2018). Le Ministre de la Défense Théo Francken (N-VA) vient d'accepter d'en acheter 11 supplémentaires. Coût estimé : 1,5 milliard d'euros supplémentaires.

21,2 milliards

Le Front Commun Syndical (CSC et FGTB) a proposé plus de 20 mesures alternatives, chiffrées et socialement justifiées qui rapporteraient (au bas mot) 21,2 milliards.[1]
Mais, évidemment, ces mesures font contribuer d'abord les plus fortunés et les systèmes qui éludent l'impôt ou les cotisations sociales…

Le budget, c'est un choix politique. Monsieur De Wever et compagnie, dites-nous quels sont vos choix, et nous vous dirons de quel côté vous êtes.
Mais ne nous dites pas qu'il n'y a pas d'alternatives !

[1] Pour les détails : https://linfo-csc.be/magazine/une-autre-politique-est-possible/alternatives-pour-un-budget-equitable/

SAVEZ-VOUS QUE ?

Par Vincent Schwaiger

● ***Savez-vous Que ? …***

Rester chez soi le plus longtemps est possible en toute sérénité.
Jeremi, avec l'aide de l'intelligence artificielle, vous accompagne pour plus de sécurité.

Rester chez soi lorsqu'on prend de l'âge ou qu'on est porteur d'un handicap peut apporter son lot d'inquiétudes : « Que se passera-t-il si je chute chez moi ou à l'extérieur ? Si je fais un malaise ? Si je m'égare dans mon quartier ? Ou si je rencontre des difficultés à me lever le matin ?

Jeremi est composé d'un bouton SOS, porté en collier ou en bracelet, que vous pouvez activer si besoin, et de capteurs discrets (pas de caméras) qui analysent vos habitudes de vie et alertent automatiquement en cas de situation anormale (chute, égarement, malaise…) laissant à penser que vous avez besoin d'aide.
Les alertes (SOS et automatiques) sont envoyées à notre centrale téléphonique, disponible 24h/24 et7j/7, où un opérateur les prend en charge pour que vous obteniez l'aide dont vous avez besoin.

JEREMI, ce système aidé par l'intelligence artificielle, est conçu en partenariat avec la Région Wallonne, l'AVIQ et est financé par l'Union européenne. Il est en période de test et est entièrement gratuit au moins jusqu'en septembre 2026 ; cette période de test sera probablement prolongée…

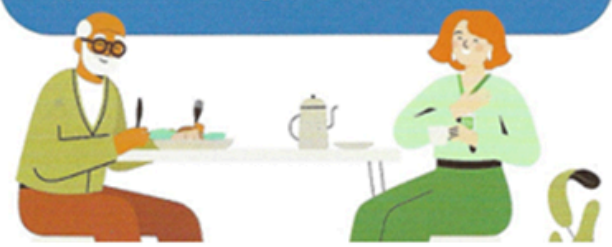
POURQUOI OPTER POUR JEREMI ?

- Jeremi est **discret** et **facile** à utiliser
- Il **s'adapte** à votre besoin
- Il s'installe **sans travaux**, ni clous, ni vis
- Il est **gratuit*** grâce au soutien de la Région wallonne et de l'Union Européenne, et **sans engagement**
- Il vous **rassure**, rassure vous proches et prend le relai lorsqu'ils ne peuvent être présents
- Il vous est proposé par des **professionnels** de l'aide et des soins à domicile **qui vous accompagnent** tout au long de votre utilisation

Septembre 2026

***Jeremi est gratuit jusqu'en** pour toute personne domiciliée en Région wallonne de langue française, remplissant l'un des critères suivants :

- **Âgé de plus de 65 ans**
- **Ou en situation de handicap reconnu** (sans limite d'âge)



TÉMOIGNAGES

« Jeremi, c'est un peu comme mon ange gardien. Je sais que s'il m'arrive quelque chose, on s'occupera de moi. »

« Quand je quitte le domicile de Marthe, je sais qu'elle sera quand même prise en charge en cas de soucis »

« Toute l'équipe de la centrale téléphonique est vraiment super et très à l'écoute en cas de problème; ils font attention à moi. »

Vous souhaitez bénéficier de Jeremi ?

Appelez-nous au : **081/84.27.15**

OU

Remplissez notre formulaire en **scannant le QR code**

Jeremi - Assistance digitale à domicile

contact@jeremi.be **www.jeremi.be**

Jeremi par AiDiDom

Wallonie Relance AVIQ Financé par l'Union européenne NextGenerationEU

Editeur responsable : ASBL AiDiDom (BE 0798 411 849) - Chaussée de Perwez 307, 5003 Saint-Marc - contact@jeremi.be

LES SENIORS TOUJOURS EN ACTION

Par Vincent Schwaiger

Les Seniors sont là… Encore là… Toujours là…
Voici les slogans qui font bien partie de la vie des Seniors et affirment nos positionnements dans les actions et les manifestations où nous participons contre les mesures adoptées par les différents gouvernements composant notre pays. C'est une volonté de la part des Seniors de participer à notre niveau aux actions qui touchent de loin ou de près à ce que nous avons de plus cher, une démocratie où les valeurs sociales et tout ce qui en découle permettent à la population de vivre dans un monde plus solidaire envers les plus fragiles de notre société ici en Belgique.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, en Région Wallonne ou au niveau fédéral, que ce soit pour les soins de santé, l'accueil de la petite enfance, les APE, les pensions, les travailleurs en titres-services, les ALE et en ce moment pour l'enseignement, où nous soutenons les élèves, les étudiants et leurs professeurs, nous les Seniors, sommes persuadés que tous ces changements sont uniquement politiques et non pas budgétaires. On sent de plus en plus que ces différents gouvernements de droite, oserais-je dire, se rapprochent des idées de l'extrême droite. Nous continuons à croire qu'il faut agir contre ces changements de société qui abandonnent les plus fragiles de nos concitoyens, mais qui font la part belle aux plus nantis de notre pays.

Manifestation du 12 mai à Bruxelles

Manifestation du 12 mai à Bruxelles

Les Seniors sont et seront toujours là pour dénoncer toutes les politiques qui amènent à des reculs sociaux. Ils seront là aussi pour encourager tous ceux qui proposent des alternatives pour une société plus juste où chacun contribue à son niveau à rendre ce pays beaucoup plus à l'écoute des politiques de solidarité.

Gardons espoir, c'est le mot que je voudrais donner à tous les Seniors, qu'ils soient de la CSC ou d'ailleurs. Soyons fermes, montrons nos engagements et pensons qu'un monde solidaire et social est le meilleur moyen de faire fonctionner une région, une fédération et un pays.

Manifestation du 16 juin à Namur

ECHOS DE VERVIERS

Par Francisco Alvarez

En avril, le rôle important des Seniors dans la société, réunion animée par Pierre Verjans

En mai, présentation de l'outil Jeremi par Madame Hermans

Le 29 mai, journée conviviale à Hasselt avec visite d'une exposition sur la mode et promenade dans le jardin japonais, le plus grand d'Europe

RÉPONSES AUX MOTS CROISÉS:

1. CAPITALISTIQUE 2. VAINQUEUR 3. COMPETITIVITE 4. LICENCIEMENTS 5. ECONOMIE 6. DOGMES 7. TROIS 8. CHOMAGE 9. CONDUITE 10. PRESENTER 11. ACCEPTER 12. OPPOSANT 13. CANCERS 14. RENTABILITE 15. PRESSION 16. JUSTIFIER 17. PRODUCTIVITE 18. PERDANT 19. RENONCE 20. TOUS 21. TRAVAIL 22. OS 23. LA-BAS 24. NUI 25. SEUL 26. SOUS 27. SAUF 28. LIEU 29. FAUTES 30. HELAS 31. APLATIR 32. CAS 33. TROUS 34. VIA 35. LEVEE 36. ACRE 37. POIL

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE OU LE RETOUR DES LUDDITES

Par Jean-Pierre Gretry

L'IA prend de plus en plus de place dans nos vies. Voici une chronique de Bruno Colmant parue dans le Vif en mai dernier qui pose de réelles questions sur l'IA.

Depuis deux ans, je partage l'intuition, de plus en plus ancrée, que l'intelligence artificielle pose la question du partage des gains de productivité, comme la révolution industrielle du XIXe siècle l'avait posée avant elle. À chaque fois, le capital s'approprie ces gains, au détriment du travail, au motif que c'est lui qui mécanise l'économie. L'argument n'est pas faux. Mais il oublie une vérité essentielle : le capital n'existe jamais seul. Il est toujours, d'une manière ou d'une autre, une cristallisation du travail humain. Karl Marx l'avait parfaitement compris.

Le Financial Times, qu'on ne soupçonnera pas de gauchisme primaire, rappelle opportunément l'épisode des Luddites, ces ouvriers anglais qui, au début du XIXe siècle, brisaient les métiers à tisser. On les a caricaturés comme des ennemis du progrès. Ils étaient surtout les premiers à comprendre que la machine pouvait devenir un instrument de dépossession. La France connut le même vertige avec les canuts lyonnais sous Louis-Philippe.

Le quotidien anglo-saxon souligne que c'est exactement ce qui revient avec l'intelligence artificielle. La question n'est pas de savoir s'il faut l'arrêter. Elle est de savoir qui bénéficiera de ses gains. Car, pour l'instant, le citoyen voit surtout les escroqueries numériques, les contenus médiocres produits à la chaîne, les atteintes au droit d'auteur, les centres de données énergivores et les annonces glaçantes de suppressions d'emplois.

Le XIXe siècle avait mécanisé le bras. Le XXIe siècle mécanise l'espace cognitif. C'est pourquoi la peur sociale n'est pas irrationnelle. L'intelligence artificielle menace désormais les classes moyennes qualifiées : juristes, comptables, consultants, journalistes, traducteurs, analystes, graphistes, développeurs. Tous ceux à qui l'on avait dit : « Étudiez, adaptez-vous, maîtrisez les outils numériques ». Et voici que l'outil numérique suprême menace la valeur même de leur qualification.

Face à cela, les réponses politiques paraissent faibles : formation continue, reconversion, revenu universel, taxation du capital. Tout cela est utile, mais insuffisant. Le vrai sujet est plus brutal : peut-on laisser l'intelligence artificielle suivre la logique pure du capitalisme de plateforme, c'est-à-dire la concentration, la vitesse, le monopole et la captation des gains ? Si la réponse est oui, la révolte viendra. Par le vote, par la défiance, par les recours, par les syndicats nouveaux, par la contestation des centres de données. Les nouveaux Luddites ne porteront peut-être pas de marteaux. Ils auront des bulletins de vote, des colères numériques et une conscience aiguë d'être effacés par un progrès qu'on leur présente comme inévitable.

Il faut donc construire un compromis social autour de l'intelligence artificielle. Ses gains doivent être partagés : salaires, réduction du temps de travail, formation financée, participation aux bénéfices, fiscalité adaptée. Ses usages doivent faire l'objet d'un débat démocratique. Ses infrastructures doivent être régulées. Et ses effets sur l'emploi doivent être assumés, non dissimulés sous le vocabulaire anesthésiant de l'« optimisation ».

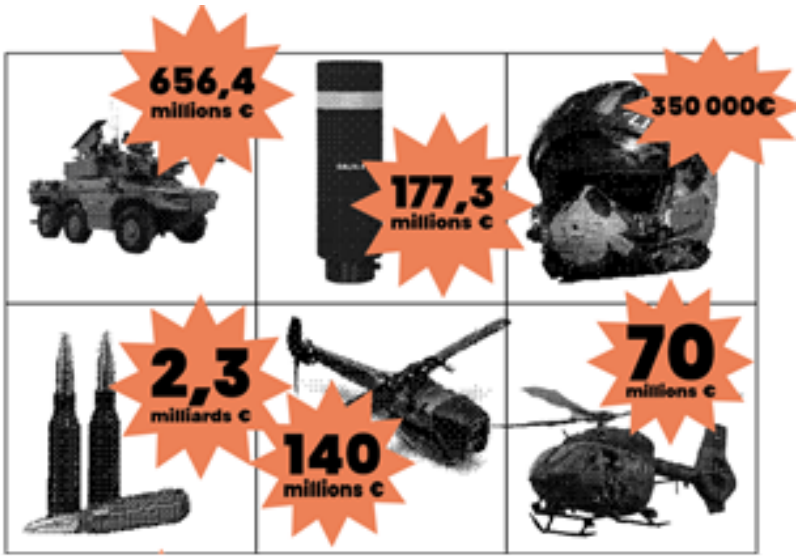
L'intelligence artificielle peut être une immense chance. Elle peut aider la médecine, l'éducation, la recherche, les services publics. Mais elle peut aussi devenir une machine de spoliation massive si elle enrichit quelques-uns en fragilisant tous les autres.

Le progrès est aussi un choix politique. Et si l'intelligence artificielle, financée par le capital, nourrie par les données collectives, entraînée sur le travail humain et alimentée par les infrastructures publiques, ne bénéficie qu'à une minorité, alors les nouveaux Luddites apparaîtront. Ils ne demanderont pas la fin de la technologie. Ils demanderont que le progrès cesse d'être une dépossession.

LA JUSTICE SOCIALE, PAS LA GUERRE

Par Philippe Deceukelier

A l'heure où les conflits se multiplient dans le monde, où le droit du plus fort supplante de plus en plus le droit international et que l'autoritarisme progresse, des milliards sont investis dans les armées et l'armement, comme si la guerre était inévitable. Ce sont les travailleurs, les familles et notre planète qui en paient le prix.

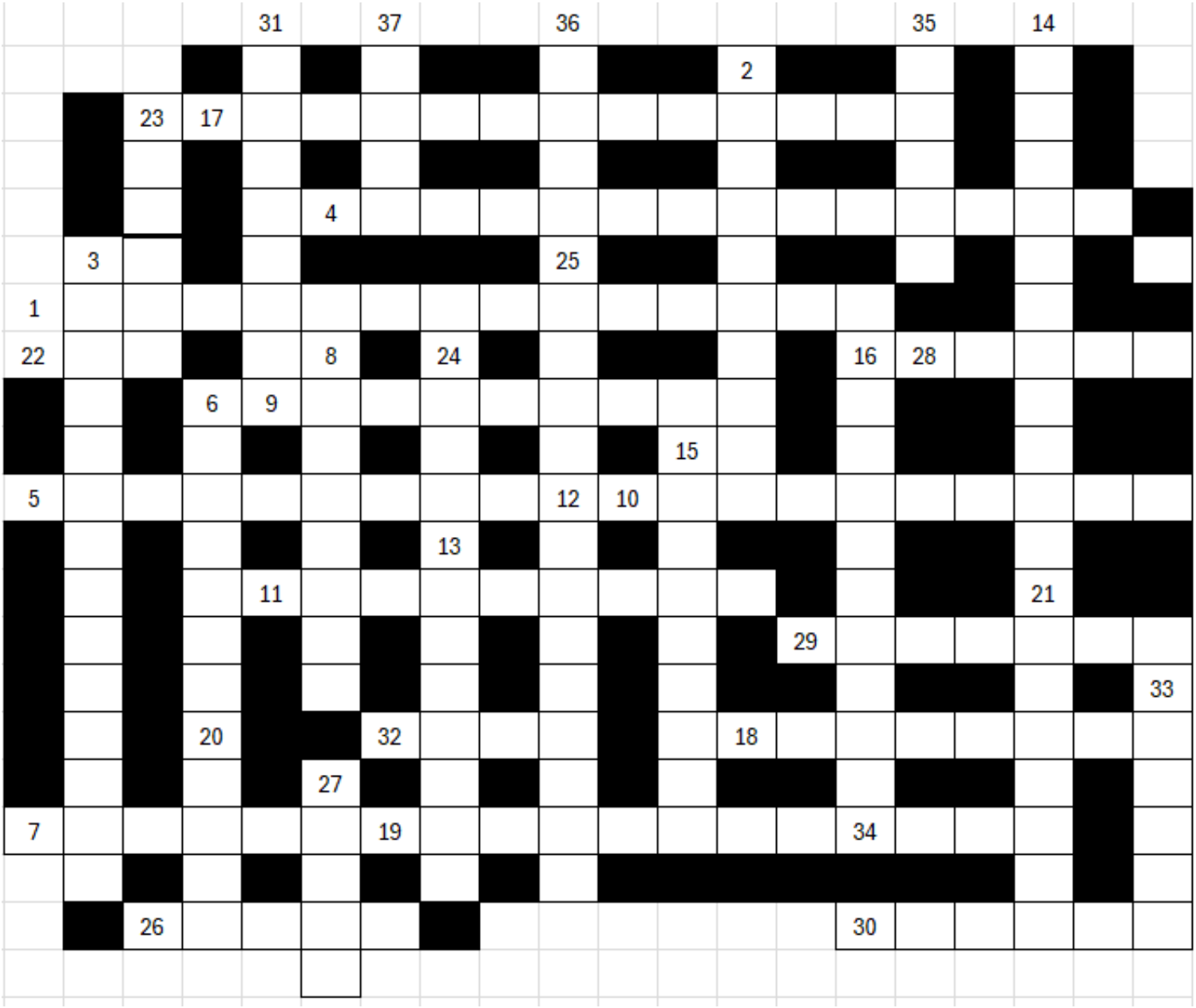


La plateforme « Stop militarisation », dont la CSC est signataire, s'oppose à la militarisation irresponsable de note société. Le projet de l'Union européenne de consacrer 800 milliards d'euros supplémentaires à l'armement risque de détourner cet argent des politiques sociales, des soins de santé, de l'enseignement, du travail décent, de la construction de la paix, de la coopération internationale, de la transition énergétique et de la justice climatique. La même logique est à l'œuvre en Belgique. L'Europe et la Belgique doivent sortir de cette logique de guerre.

La manifestation du dimanche 14 juin a rassemblé 12.000 personnes dans les rues de Bruxelles. Pour une Europe de paix et de solidarité. Pour des investissements dans les personnes, pas dans la guerre. Pour une politique active de paix, contre la militarisation.

MOTS CROISÉS

Par Yveline Depluvrez



Définitions :

1. relatif au capital 2. le premier 3. capacité à accroitre 4. ruptures de contrats 5. réduction de dépense 6. points fondamentaux 7. entre 2 et 4 8. privation d'emploi 9. manière d'agir 10. soumettre 11. consentir 12. affrontant 13. maladies 14. fait d'être rentable 15. tension 16. expliquer 17. fait d'être productif 18. sombrant 19. recule 20. l'ensemble 21. activité 22. problème 23. pas ici 24. participe passé de 'nuire" 25. unique 26. plus bas 27. sous réserve de 28. endroit 29. erreurs 30. exprime un regret 31. écraser 32. situation 33. cavités 34. par 35. debout 36. irritant au goût 37. une très petite quantité.

LE MOT DE L'AUMONIER

par Eric Quoibion

No Pasarán !

No Pasarán ! «Ils ne passeront pas », était scandé par les partisans de la république en lutte contre les rebelles nationalistes commandés par le Général Franco, dont le soulèvement des 17 et 18 juillet 1936 a déclenché la guerre civile espagnole. Bientôt 90 ans que ce cri, associé à une résistante (Dolores Ibarruri), cet appel au ralliement des républicains espagnols, d'un front populaire des gauches dans leur lutte contre le fascisme, a rassemblé les défenseurs des libertés venus de l'Europe entière. Devenu le symbole de la résistance de tous les antifascistes, « No Pasarán » est plus que jamais, depuis ces années troubles, d'actualité aujourd'hui.

Le 17 juillet prochain, faisons en sorte que ce cri soit aussi le nôtre et prenons force et plaisir à affirmer à la face de tous les fascistes de nos sociétés qu'ils n'auront pas la victoire, mais que toujours et partout, des hommes et des femmes ne baisseront jamais leur résistance face au racisme, aux politiques de rejet, à la haine.

En sommes-nous toujours à nous rappeler le « passé » afin de ne pas « revivre l'histoire » ? Nos sociétés n'en sont malheureusement plus là… L'histoire déverse de nouveau ses discours et ses visions trop souvent entendues. De nombreux pays européens et occidentaux ont comme dirigeants des personnalités d'extrême droite.

Chez nous aussi, ces politiques sont à l'œuvre : tendances autoritaires, restriction progressive de certaines libertés publiques, montée de rhétoriques populistes et identitaires, dénigrement et affaiblissement des mouvements d'opposition ou qui donnent à penser et à réfléchir autrement ; appauvrissement dangereux de toute concertation les syndicats : la justice, l'enseignement, les médias, l'éducation permanente, les arts, etc.… Mise en œuvre d'une vision unique, d'une politique pour un pouvoir fort.

Ces 17 et 18 juillet prochains, ayons une pensée, relayons abondamment les références à cet anniversaire important et plus que d'actualité.

Soyons solidaires avec les démocrates espagnols et d'ailleurs :
« No Pasarán ! Ils ne passeront pas ! »

LE FILM DU MOIS

par Françoise Wibrin

Un film à découvrir ou à revoir pendant l'été

LAST DANCE, de Delphine Lehericey, avec François Berléand, Kacey Mottet Klein et Maria Ribot, France, 2023.

Ce film aborde des sujets aussi délicats que la solitude, le vieillissement, l'autonomie et le deuil, mais il réussit à traiter tout cela avec tendresse, humour et fantaisie.

François Berléand ose sortir de sa zone de confort dans un rôle touchant et surprenant.
Devenu veuf inopinément à 75 ans, Germain, personnage contemplatif et solitaire, doit composer avec l'inquiétude envahissante de ses enfants, qui voudraient organiser toute la vie de leur père. Celui-ci, en cachette de sa famille, va s'investir dans une création de danse contemporaine. Tout en restant fidèle au souvenir et à l'amour de sa femme, il va retrouver par là un équilibre, du sens et beaucoup d'amitié...
Un beau moment !